

Brochure n° 3271

Convention collective nationale
IDCC : 1631. – HÔTELLERIE DE PLEIN AIR

AVENANT N° 31 DU 20 JANVIER 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2015

NOR : ASET1550244M

IDCC : 1631

Vu la convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air du 2 juin 1993 étendue ;
Vu l'accord national du 21 mai 2000 relatif à la réduction et à l'aménagement du temps de travail étendu ;
Vu l'accord collectif du 30 juin 2010 sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la branche de l'hôtellerie de plein air,
les partenaires sociaux, réunis en commission mixte paritaire en date du 19 décembre 2014, sont convenus des dispositions suivantes.

Article 1^{er}

Revalorisation du salaire minimum conventionnel de base

La valeur du point (VP) ainsi que le salaire minimum brut de base du coefficient 100 sont revalorisés dans les conditions suivantes :

1. A compter du 1^{er} avril 2015 :

Le salaire minimum brut de base du coefficient 100 est porté à 1 458,70 € pour 151,67 heures par mois.

La valeur du point (VP) est augmentée et fixée à 4,81 €.

2. A compter du 1^{er} octobre 2015 :

Le salaire minimum brut de base du coefficient 100 demeure fixé à 1 458,70 € pour 151,67 heures par mois.

La valeur du point (VP) est augmentée et fixée à 4,82 €.

Article 2

Formule de calcul

Les salaires mensuels minimaux conventionnels bruts, base 151,67 heures (35 heures hebdomadaires), de chaque coefficient de la grille de classification des emplois de la branche sont calculés selon la formule suivante :

$\text{Salaire indice 100} + ([\text{CH} - 100] \times \text{VP})$

CH : coefficient hiérarchique.

VP : valeur du point.

Ils sont applicables sous réserve du respect du Smic en vigueur.

Article 3

Hierarchie des normes

En application des dispositions légales en vigueur, les parties signataires conviennent que les accords collectifs d'entreprise, d'établissement ou de groupe ne pourront pas déroger aux dispositions du présent avenant, sauf dans un sens plus favorable aux salariés.

Article 4

Dépôt. – Extension. – Date d'effet

Sous réserve du respect des conditions de validité telles qu'elles sont énoncées à l'article L. 2232-6 du code du travail, le présent avenant fera l'objet de la procédure relative au dépôt et à la demande d'extension, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les dispositions du présent avenant prendront effet aux dates indiquées à l'article 1^{er} ci-dessus.

Fait à Paris, le 20 janvier 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNHPA.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

INOVA CFE-CGC.